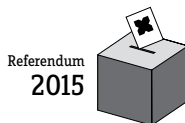


CITIZEN

LE DROIT DE VOTE POUR LES NON-LUXEMBOURGEOIS

Au-delà de « oui » ou « non »

4motion asbl



Une tribune libre de 4motion asbl, qui se définit comme acteur éducatif œuvrant « à ce que les citoyens libèrent leur potentiel unique et prennent pleinement leur place dans la société ».

Le sociologue Fernand Fehlen a soulevé dans un entretien sur RTL que la nécessité de répondre « oui » ou « non » à une question aussi complexe que l'octroi du droit de vote aux non-Luxembourgeois peut substantiellement appauvrir la discussion, voire la réduire à un échange ou à une guerre des croyances.

On peut effectivement constater que le débat autour de cette question se contente souvent de la présentation de ses propres arguments et des tentatives de montrer l'invalidité des arguments de l'autre.

« Ce débat révèle un très fort conflit de valeurs au sein de la société luxembourgeoise, probablement plus fort que nous n'en avons conscience jusqu'à présent. »

Même si la réponse « oui » ou « non » concerne directement, selon les estimations, quelque 30.000 personnes, elle sera facteur de transformation pour toute la société luxembourgeoise : soit elle contribuera à une redéfinition des frontières de la communauté politique et sera peut-être un premier pas vers un processus semblable au niveau européen, soit elle montrera que la résistance à une telle ouverture est encore plus grande que les avantages qu'on y perçoit.

Ce débat révèle un très fort conflit de valeurs au sein de la société luxembourgeoise, probablement plus fort que nous n'en avons conscience jusqu'à présent. Jürgen Habermas a défini ce conflit comme une tension inhérente dans chaque État-nation entre la tendance républicaine et la tendance nationaliste. Les deux visions de ce qui constitue l'intérêt du Luxembourg, sa force, son avenir, sont très différentes.

Pour celles et ceux qui veulent voter « oui », c'est la démocratie et les droits fondamentaux des citoyens qui représentent la plus grande valeur. Cette valeur se trouve en danger puisqu'il y a trop de personnes exclues de la pleine participation politique. Pour celles et ceux qui veulent voter « non », la plus grande valeur, c'est la nation. Pour eux, il n'y a pas de situation d'exclusion puisque la nationalité luxembourgeoise est ouverte à tout le monde, et que de plus existe le mécanisme de la double nationalité. Découpler le droit de vote au niveau national de la condition de la nationalité relève, à leurs yeux, la nationalité au deuxième plan (ou, dans les scénarios catastrophes, la détruit), ce qui équivaut à une perte d'identité pour les Luxembourgeois.

Pour tenter de déchiffrer d'où peut venir cet attachement à un concept qui semble être en décalage avec le développement actuel du Luxembourg et de l'Europe, rappelons l'importance des symboles et des rituels dans la vie sociale. La naturalisation est un rituel, une



PHOTO : WOXX

déclaration solennelle et publique de loyauté, comme l'est, par exemple, le mariage. Les rituels instaurent une continuité, une certaine garantie que le lien sera maintenu, que c'est « sérieux ». Évidemment, cette garantie peut s'avérer illusoire. Le mariage peut finir en divorce et une personne, même naturalisée, peut décider de ne plus utiliser la langue luxembourgeoise dans sa vie.

Comme les sociologues de la globalisation le font remarquer déjà

depuis un certain temps, à une époque où tout change à une vitesse jusqu'à présent jamais connue, où les centres de décision politique se déplacent de plus en plus loin, où les frontières entre l'État et son entourage deviennent de plus en plus floues, un nombre croissant de personnes éprouvent le besoin de trouver refuge dans un repère qui leur paraît stable ou immuable comme la nation, la religion, les traditions, etc.

